

## Section de Vendée

### Déclaration des représentants des personnels au CTL du 21 avril 2016

Monsieur le Président,

Ce CTL intervient dans un contexte de fortes mobilisations autour de la loi El Khomri et de rejet d'un système politique, économique, social et organisationnel de l'Etat qui fait la part belle aux thèses ultra libérales. Le 19 avril, la réaction, fortement agressive, du président du MEDEF, montre, si cela était nécessaire, pour qui cette réforme du Code du Travail est importante !

Le scandale qui entoure l'affaire "Panama papers" démontre qu'au-delà des hommes et femmes d'affaires, "l'affairisme" gangrène en Europe la classe politique mais également le milieu des haut-fonctionnaires. Cette affaire, comme d'autres, hypothèque grandement la confiance que pouvaient, que devraient avoir les citoyens dans les acteurs politiques mais aussi administratifs. Le sentiment selon lequel nous sommes entourés de menteurs, d'opportunistes, est de plus en plus fort au sein de la société. Nous sommes en présence du rejet d'un système inégalitaire qui engendre des phénomènes antinomiques.

Pour certains, la désespérance peut conduire à des actes extrêmes ou à une résignation fatale et pour d'autres, à des réveils citoyens, tels que les mobilisations en Islande, les "Nuits debout" en France... Syndicalement, nous condamnons sans réserve les premiers et nous soutenons résolument toutes les initiatives citoyennes.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, la lutte contre la dégradation du service public DGFIP et des conditions de vie au travail doit s'amplifier et, plus que jamais, nous appelons tous les agents à se mobiliser pour conquérir des droits nouveaux et œuvrer pour une société plus juste et solidaire.

Le groupe de Travail sur "l'indemnitaire" qui s'est tenu le 5 avril 2016 a montré la volonté de l'Administration de faire un nivellement par le bas des traitements et salaires en supprimant les ACF "sujétions", profitant pour cela des restructurations afin d'appliquer ses "réformes". Il nous est répondu que "l'Etat n'a pas d'argent et qu'il doit faire des économies". Mes souvenirs de comptabilité me rappellent que "l'Etat est réputé solvable" et ne peut pas permettre de "provisions pour client douteux"... Qui faut-il croire ?

L'ordre du jour de ce CTL est l'illustration parfaite de la dégradation du Service Public puisque le sujet principal est la suppression de deux Trésoreries celles de Chaillé les Marais et Pouzauges, et, le transfert des missions de recouvrement de la Trésorerie de Saint Jean de Monts.

Vous nous avez déjà expliqué que les collègues n'y étaient pas opposés. Effectivement, ils sont de moins en moins nombreux dans les postes et le fait de fusionner avec une autre Trésorerie leur permet d'avoir plus de souplesse pour leur travail et pour leurs congés... Mais c'est vous et vos prédécesseurs, qui ayant supprimé les emplois, avez créé ainsi cette situation.

Vous comprendrez que **Solidaires Finances Publiques** ne puisse pas s'associer à la destruction, méthodique, voulue et assumée du maillage territorial et de la proximité de l'État avec les citoyens.

Quant au Tableau de Bord de Veille Sociale, L'an dernier nous inaugurons l'appellation du "Heures-thon" (offrez des heures à la pauvre DDFiP qui en a grand besoin) : En 2015, il y a eu 2124 heures données, par écrêtements, par les agents à l'Administration, 3114 jours mis dans les CET contre 2873 en 2014 et 269 jours de congés perdus. Encore une fois, les représentants de **Solidaires Finances Publiques** déplorent, que ce soient les agents qui pallient les suppressions d'emplois en effectuant toujours plus avec toujours moins de moyens alloués.

Ceci étant à mettre en lien avec le baromètre social de notre Direction, dans lequel 59 % des agents estiment travailler dans l'urgence et 4 agents sur 5 sont pessimistes quant à leur avenir au sein de la DGFIP.

Lors du CHS-CT, vous nous avez fait part de l'intention de la DDFiP de Vendée de prendre un autre opérateur que La Poste pour la gestion de notre courrier, ceci dans un souci d'économie... Lors de la signature de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce et les Services) par messieurs Chirac et Jospin, il a bien été précisé que seules l'Armée, la Justice et les Prisons devaient rester des fonctions régaliennes, tout le reste pouvant être privatisé. Quand cela sera notre tour, de qui espérez-vous le soutien, si vous en souhaitez un, des facteurs ???

Monsieur le Président, **Solidaires Finances Publiques** continue et continuera de s'élever contre la logique qui dit que "c'est bien, parce que les banquiers et le patronat l'ont dit". Le maillage territorial, la proximité des services auxquels nous sommes attachés ne sont pas des idées archaïques, ils représentent le respect des contribuables, des citoyens mais c'est peut-être cette idée-là qui pour certains est archaïque : **le Respect !**